

Compte rendu

Ouvrage recensé :

J. G. A. Pocock, *Le moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, Paris, PUF (coll. « Léviathan »), 1997, 576 p.

par Philip Knee

Philosophiques, vol. 25, n° 2, 1998, p. 281-283.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/027491ar>

DOI: 10.7202/027491ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

COMPTES RENDUS

J. G. A. Pocock, *Le moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, Paris, PUF (coll. « Léviathan »), 1997, 576 p.

Bien connu des spécialistes depuis plusieurs années et ayant été l'objet de considérables débats aux États-Unis, cet ouvrage, paru en 1975, valait certes d'être traduit en français et rendu accessible à un plus large public. Même si la traduction nous a paru incertaine à plusieurs occasions (par exemple p. 3, 132, 185, 189, 195...), et si l'on peut regretter qu'un index, présent dans l'édition originale, ait été omis dans celle-ci, c'est tout à l'honneur de l'excellente collection « Léviathan », dirigée par Stéphane Rials, d'avoir entrepris la publication de ce livre qui constitue une sorte de classique. En plus d'un avant-propos écrit par l'auteur pour cette édition française, qui fournit des indications bibliographiques sur les débats américains entourant le livre ainsi que sur Machiavel, on y trouve une remarquable préface de Jean-Fabien Spitz qui cerne la signification de l'ouvrage pour l'historiographie des idées politiques modernes. Dans son propre ouvrage récent publié dans la même collection, *La liberté politique*, Spitz attirait déjà l'attention sur l'importance des livres de Pocock et Skinner, longtemps méconnus des lecteurs francophones, quoique davantage en France qu'au Québec. En outre, le livre de Pocock est à lire en conjonction avec celui de Félix Gilbert, *Machiavel et Guichardin*, de moindre portée théorique mais d'une grande richesse d'informations historiques, récemment traduit lui aussi, trente ans après sa parution en anglais (Seuil, 1996).

L'essai de Pocock propose une lecture de l'histoire des idées politiques qui entend rompre avec celle à laquelle on s'est habitué, dominée à l'époque moderne par l'avènement du libéralisme et où l'accent est mis sur l'individualisme, la théorie des droits naturels, l'idée contractualiste, la fiction de l'état de nature, la définition de l'État comme une instance neutre d'arbitrage entre les intérêts, etc. Dans cette histoire de l'avènement progressif de l'émancipation individuelle, la figure centrale est le plus souvent Locke (presque absent de ce livre), qui assigne au pouvoir politique la fonction étroitement circonscrite de protéger la vie, la liberté, les biens des individus. De plus, le problème de la vertu collective est traité avec une relative indifférence, et la liberté se définit moins par la participation des citoyens à l'instauration d'un ordre juste que par la protection qu'offrent les droits individuels. Or, c'est l'attention accordée à ces droits, aujourd'hui et généralement depuis la Révolution française, comme pièces maîtresses de la défense de la liberté, qui peut expliquer le privilège historique ainsi donné à la mise en place du paradigme juridique au XVIII^e siècle en Angleterre. Mais il n'est pas sûr que ceci rende justice au développement effectif des idées politiques depuis cinq siècles, ni même à certains aspects du débat politique dans nos démocraties actuelles. De plus, cette lecture sélective vaut autant pour le choix des auteurs retenus ou négligés que pour la manière de les traiter. Le souci de penser en priorité les enjeux juridiques explique l'attention donnée, par exemple, au *Prince* de Machiavel, centré surtout sur les techniques de construction du pouvoir et permettant de réfléchir sur le problème de la loi naturelle comme articulation de l'éthique et de la

politique, plutôt qu'à ses *Discours*, davantage attachés au problème de la corruption des institutions et de l'effet des mœurs sur la république.

Il s'agit donc pour Pocock de déplacer le centre d'intérêt de l'historien, de manière à relativiser l'importance des enjeux juridiques du XVII^e siècle pour se concentrer sur les problèmes éthiques et politiques tels qu'ils se manifestent surtout au XVI^e et au XVIII^e siècles. La formulation de ces problèmes se cristallise dans le « moment machiavélien », où se noue un débat décisif pour la modernité entre, d'un côté, une exaltation de la vertu et de la liberté participative associées aux cités antiques et, de l'autre côté, un « humanisme marchand » qui fait l'éloge des mœurs polies et adoucies des sociétés modernes, des effets pacificateurs et civilisateurs du commerce, contre des sociétés fermées où régnaient l'esclavage et la censure de l'État sur les mœurs privées. Centrée sur Machiavel et Guichardin, la première grande étape du livre est consacrée à l'Italie de la Renaissance (les cas de Florence et de Venise surtout) ; la seconde, centrée sur James Harrington, s'occupe des héritiers du républicanisme machiavélien en Angleterre. Notons au passage l'absence de penseurs français dans cette histoire républicaine, notamment de Rousseau, dont la critique du libéralisme, l'insistance sur des concepts prémodernes comme la vertu et la corruption, ainsi que le fameux jugement sur Machiavel dans *Du contrat social*, auraient pu faire de lui une figure particulièrement appropriée au projet du livre.

Au-delà des analyses sur l'Italie et l'Angleterre cependant, l'hypothèse de ce qu'on a appelé le « révisionnisme républicain » de Pocock s'explique surtout par l'interrogation sur l'Amérique contemporaine qui l'anime, quoique le traitement de ce volet de la « tradition républicaine atlantique » n'occupe que le seul — mais long — chapitre final de l'ouvrage. C'est ce chapitre qui a provoqué, lors de la parution du livre, les débats les plus véhéments, car il porte sur le rôle qu'aurait joué, à côté de la tradition libérale, la pensée républicaine de la Renaissance dans la fondation de la nation américaine. Cette influence, présente encore aujourd'hui, permet d'expliquer, selon Pocock, la place de la revendication de vertu politique — fût-ce sous la forme de jérémiades — dans un pays voué pourtant plus que d'autres au commerce et à l'éthique marchande, alors que l'engagement à la vertu et le souci de la corruption sont bien moins importants dans la plupart des nations européennes. Pour comprendre comment se mêlent ainsi un discours sur la vertu perdue et une complaisance pour les jouissances de l'existence privée, Pocock ne nie pas l'ascendance lockienne de la Révolution américaine ; il ne cherche pas, comme l'écrit Spitz, à remplacer Locke par Machiavel dans le rôle de saint patron des États-Unis. Il veut seulement souligner que la référence libérale ne suffit pas pour expliquer pourquoi et comment le débat entre vertu et commerce s'est prolongé en Amérique ; et plus généralement pour comprendre que les interrogations sur les insuffisances éthiques des sociétés modernes et sur les conséquences de la non-participation des citoyens à l'ordre politique auquel ils sont soumis restent vivantes. Or, si l'on prend la mesure de l'influence, sur la Révolution américaine, de Machiavel et de ses héritiers anglais, on aperçoit en quel sens cette Révolution est un engagement républicain à la restauration de la vertu, celle-ci étant vue comme civique et participative et comme une réaction à la corruption anglaise.

Procédant d'une insatisfaction quant à l'historiographie dominante, la démarche de Pocock ne s'inscrit pas pour autant dans deux modèles d'historiographie critiques de la modernité libérale, qu'elle récuse explicitement : les modèles marxiste et Straussien. Le premier donne encore au libéralisme un statut central, mais c'est afin de le démystifier, en situant le moment clé de cette démystification au milieu du XIX^e siècle. Et le second considère que les « vagues de la modernité » ont emporté la philosophie politique hors de son assise classique à partir de Machiavel. Dans la lecture de Pocock, au contraire, Machiavel, puis les continuateurs de son « humanisme

républicain » après la Renaissance en Angleterre et en Amérique, reprennent en charge les grands thèmes de la philosophie politique classique, notamment aristotéliens, en tentant de les actualiser pour répondre aux défis de leur époque et de leur pays.

Si les analyses les plus séduisantes de Pocock concernent justement la continuité entre la pensée politique d'Aristote et les textes de Machiavel sur la *virtu* et la *fortuna*, il n'est pas toujours facile de déterminer dans quelle mesure les héritiers du « moment machiavélien » s'appuient vraiment sur Machiavel lui-même, ou s'ils ne sont traités dans ce contexte que parce qu'ils se préoccupent de la vertu, des risques de corruption face au développement du commerce, du besoin de trouver des formes de participation (et pas seulement de représentation ou de délégation) des citoyens à la chose publique. À cet égard, Pocock revendique ouvertement l'ambiguïté de son titre, qui désigne à la fois le moment historique où la pensée de Machiavel fait son apparition et, dit-il, « le problème lui-même », soit « la confrontation entre la vertu et la fortune et la corruption », apparue quand « la république fut perçue comme confrontée à sa propre finitude temporelle, comme s'efforçant de rester moralement et politiquement stable dans un flot d'événements irrationnels conçus essentiellement comme détruisant tous les systèmes de stabilité séculière ».

Philip Knee

Faculté de philosophie
Université Laval
